

## Vie Sociale et Economique

# Être Femme et rester Mère

Par Alexandra KOLLONTAÏ

*Tous nos lecteurs connaissent le rôle joué en Russie des Soviets par Alexandre Kollontaï dans l'organisation des œuvres sociales, celles notamment qui concernent la femme et l'enfant. Bien qu'écrites il y a déjà plusieurs mois, ces pages donnent à notre public des renseignements très précieux sur les efforts tentés par l'Etat prolétarien pour libérer socialement et économiquement la femme de la tutelle despotique à laquelle elle est soumise en régime capitaliste.*

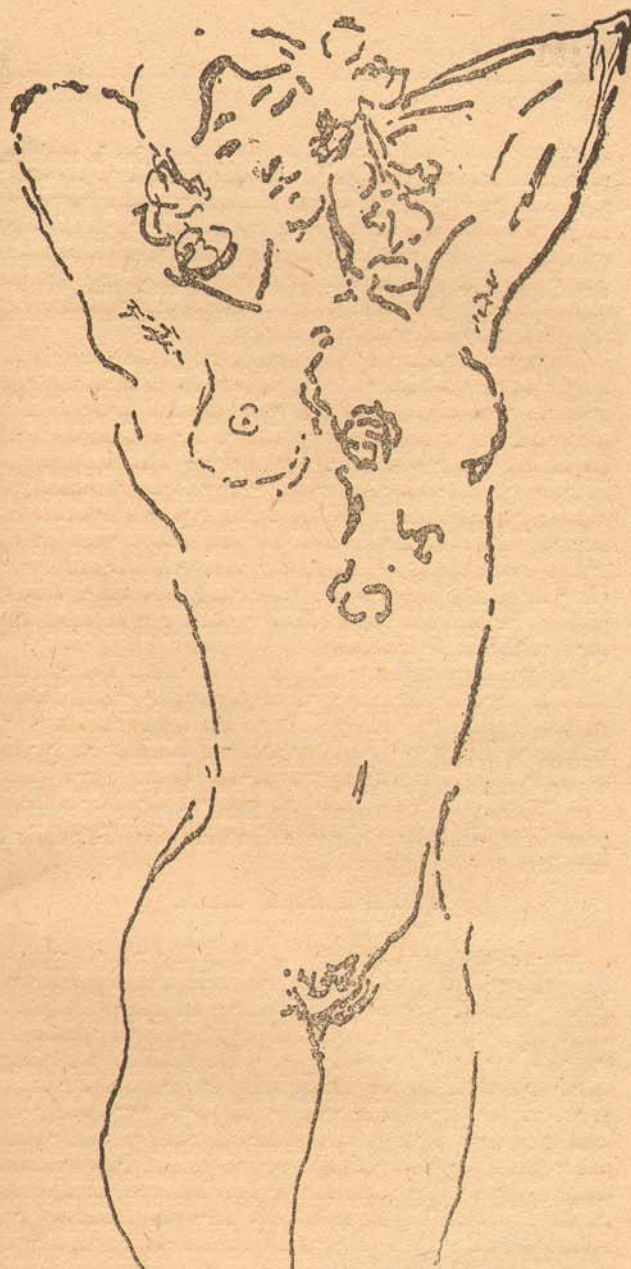
Dans ses recherches pour établir de nouvelles formes de l'économie publique et privée, la République des Soviets devait commettre inévitablement nombre d'erreurs qui l'obligèrent fréquemment à modifier sa ligne de conduite. Mais dans le domaine de l'éducation sociale et de la protection de la maternité, la République prolétarienne s'est engagée d'emblée dans la bonne voie. Et c'est précisément dans le domaine des mœurs et des idées que s'opère, à l'heure actuelle, la plus vaste et la plus profonde révolution. Insolubles dans la société bourgeoise, les problèmes de ce genre trouvent une solution simple et naturelle sous un régime où la propriété est abolie et où toute la politique est inspirée par le désir de favoriser l'essor de l'économie nationale.

### LE ROLE SOCIAL DE LA FEMME

La Russie des Soviets a abordé la question de la protection de la maternité en s'inspirant de l'idée que la tâche primordiale de la République ouvrière : c'était de développer les forces productrices du pays, de relever et d'accroître sa production. L'accomplissement de cette œuvre exigeait en premier lieu qu'on pût libérer de tout travail improductif le plus de main-d'œuvre possible, et assurer, en second lieu, à la République ouvrière un inépuisable appoint de nouvelles forces ouvrières.

Dès qu'on se place à ce point de vue, la question de l'affranchissement de la femme du fardeau de la maternité se solutionne d'elle-même. L'Etat prolétarien proclame un principe entièrement nouveau : que les soins à donner aux enfants ne sont pas une tâche familiale, mais une tâche sociale, gouvernementale même. La maternité doit être protégée non seulement dans l'intérêt de la femme, mais aussi dans l'intérêt des problèmes d'économie nationale qui se posent dans la période de transition qui conduit au régime prolétarien. Il faut épargner les forces que la femme consacre à d'infimes travaux, pour les utiliser plus rationnellement dans l'intérêt de la collectivité. De même, la santé de la femme doit être protégée pour assurer à la République ouvrière de robustes générations de travailleurs.

Dans l'Etat bourgeois, le problème de la maternité ne peut pas être posé de la sorte. Les antagonismes de classe, le manque d'unité entre les intérêts des économies domestiques individuelles et ceux de l'économie nationale, s'y opposent. Dans la République prolétarienne, par contre, où l'économie domestique individuelle se fond



(Dessin de Matisse.)

dans l'économie nationale et où les classes se nivellent, et disparaissent, une semblable solution de la question de la maternité est dictée impérieusement par les nécessités de la vie même. La République prolétarienne voit, avant tout, dans la femme une force ouvrière, une unité de travail vivant ; elle considère les fonctions de la maternité comme une tâche évidemment très importante, mais complémentaire, non plus familiale, mais sociale.

« Notre politique de protection de la maternité et de l'enfance, comme le dit fort justement le camarade Lebedeff, est inspirée par le fait que nous avons toujours en vue la femme dans le processus du travail ».

Or, pour donner la possibilité à la femme de prendre part à la production, sans toutefois faire violence à sa nature et sans la détacher de la maternité, une deuxième mesure s'imposait : la délivrer de tous les soucis inhérents à la maternité, en charger la collectivité et reconnaître, ce faisant, que l'éducation des enfants sort des cadres de la famille et devient un devoir social à la charge exclusive de l'Etat.

Désormais, la maternité est envisagée sous un angle nouveau : le gouvernement des Soviets la considère comme une obligation sociale. Partant de ce principe, il